

récent, même en plein cœur d'une récession, plus de 300 000 emplois ne trouvent pas de titulaires, car les employeurs canadiens ne peuvent trouver les personnes possédant les compétences adéquates pour remplir ces postes. Et si cela pose un problème aujourd'hui, tandis qu'environ 23 p. 100 seulement des nouveaux emplois exigent plus de 16 années de scolarité, pouvons-nous imaginer quelle sera la situation en l'an 2000 ?

À ce moment-là, 40 p. 100 des nouveaux emplois commanderont 16 ans ou plus de scolarité, comparativement à 23 p. 100 à l'heure actuelle. De plus, 63 p. 100 de tous les nouveaux emplois exigeront au moins 12 ans de scolarité, c'est-à-dire un diplôme d'études secondaires. Or, en 1986, moins de 50 p. 100 des adultes n'étant plus d'âge scolaire possédaient un diplôme d'études secondaires.

Où allons-nous trouver les gens pour occuper ces nouveaux emplois ? Certainement pas parmi les jeunes à l'école aujourd'hui. Depuis les années 70, les jeunes constituent un pourcentage de plus en plus faible de la population et rien n'indique que cette situation changera dans les années 90. La source la plus évidente de gens aptes à être formés sont ceux qui travaillent déjà. La question se pose donc : quelle est notre situation en matière de formation des travailleurs ?

Pas très reluisante. Pour chaque dollar que les entreprises américaines dépensent au titre de la formation, les entreprises au Canada dépensent 50 cents. Pour chaque dollar que les entreprises japonaises consacrent à la formation de leurs travailleurs, nous dépensons 20 cents. Pour chaque dollar que les entreprises allemandes affectent à la formation, nous dépensons 12,5 cents.

Les Canadiens et Canadiennes partagent l'inquiétude du gouvernement fédéral au sujet de l'apprentissage. Dans les discussions populaires, les gens nous disent que nous devrions mettre l'accent sur le développement de la matière grise, et non sur la transformation des matières brutes, en améliorant la qualité de l'éducation et en offrant une formation permanente; il nous faut des normes nationales plus élevées, afin d'améliorer notre rendement dans le secteur de l'éducation. Les Canadiens veulent des partenariats plus nombreux et meilleurs entre le milieu des affaires et les établissements d'enseignement. Enfin, les gens nous disent que nous devons déployer plus d'efforts pour développer les aptitudes et compétences qui servent toute la vie durant et pour assurer le recyclage des travailleurs.

Ce sont là quelques-uns des aspects du défi à relever en matière d'apprentissage.

En sciences et en technologie, seulement 3 entreprises canadiennes sur 100 font de la recherche. Près de 30 p. 100 des